

**Turquie - Conférence de presse  
conjointe de M. Jean-Marc Ayrault,  
ministre des affaires étrangères et  
du développement international, et  
de son homologue Mme Margot  
Wallström - Propos de M. Ayrault**  
(Stockholm, 13 mars 2017)

(...)

**Q - Question sur la Turquie/ réactions aux propos du ministre et du président turc/ que va faire l'Europe concrètement**

**R -** Oui, nous avons parlé de cette question ensemble, parce que nous sommes confrontés à la même situation : des associations turques, des résidents turcs dans chacun de nos pays, qui souhaitent organiser des réunions à l'occasion de la campagne pour le référendum constitutionnel qui a lieu en Turquie dans quelques jours. C'est une question qui doit être abordée sur la base du droit et des principes.

En ce qui concerne la France, nous avons rappelé que les membres de l'Union européenne sont des États qui respectent la liberté de se réunir. C'est la raison pour laquelle lorsque nous avons fait l'objet de demandes de réunions, nous les avons examinées sous cet angle . Et notamment pour savoir s'il existe des menaces à l'ordre public ; et le cas échéant, interdire les réunions. Dans le cas de la réunion qui s'est tenue à Metz, après une enquête approfondie du préfet, représentant de l'État dans cette région, aucune menace avérée à l'ordre public n'a été constatée.

En ce qui concerne les autres pays européens, Margot répondra pour la Suède, mais c'est sur ces bases que des décisions d'interdiction ont été prises. Naturellement, la France est aussi solidaire de ses partenaires européens. C'est pourquoi hier, j'ai appelé à l'apaisement. Et j'ai demandé aussi aux autorités turques de s'abstenir de toute déclaration qui pourrait être interprétée comme une vraie provocation. Il est vrai que quand on emploie les mots «nazisme» ou «fascisme», cela ne peut qu'être ressenti douloureusement par les pays qui sont visés. Ce n'est pas une bonne méthode, ce n'est pas acceptable. C'est un message que j'adresse également aux autorités turques.

De même, la France est attentive à ce que l'État de droit soit respecté partout, y compris en Turquie. J'ai eu l'occasion lors de ma visite à Ankara, en présence de mon homologue turc, à l'occasion d'une conférence de presse, d'être très clair sur ce point et de rappeler que la Turquie est un pays membre du Conseil de l'Europe, que la Turquie a signé et ratifié la convention européenne des droits de l'Homme et, qu'à ce titre, cela implique évidemment des devoirs qu'il est important de rappeler. Je constate que cet appel à l'apaisement, l'appel au respect de l'État

de droit a été rappelé par Mme Mogherini il y a quelques instants dans une déclaration qu'elle a faite sur la situation en Turquie. Elle a rappelé également qu'il appartenait à chaque État membre de l'Union européenne, en fonction des règles de droit qui prévalent dans chaque pays, de prendre les décisions qui s'imposent, tout en souhaitant l'apaisement. Car l'apaisement c'est la bonne méthode ; l'escalade verbale, l'agressivité n'est pas une méthode et ne peut être que préjudiciable à des relations qui doivent être équitables et calmes entre les pays membres de l'Union européenne et la Turquie. Il est vrai que, dans les pays où ont lieu des élections - je pense à mon pays -, il y a un risque de polémique et d'exploitation politicienne. Je crois qu'une fois que les principes sont clairs et qu'on s'y tient, une fois qu'on a rappelé à tout le monde - et en particulier aux autorités turques - que nous ne pourrions accepter ni ingérence dans notre pays à l'occasion des échéances électorales, ni de paroles excessives, alors les choses sont dites et j'espère que chacun sera conscient qu'il est temps de garder son calme et son sang-froid, sans renoncer pour autant à ses principes et à ses valeurs./.